

Le Journal des Finances - Semaine du 1^{er} août 2009



L'économie non marchande vit en France aux dépens de l'économie réelle. Ce qui pousse notre pays dans une inévitable trappe à dette

Le couloir d'avalanche

Par **Charles Gave** *

● Le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital dans notre beau pays est à la mode et a donné lieu à de fort belles envolées démagogiques dont Marx aurait pu être fier. Comme d'habitude, cependant, cette question qui passionne les hommes politiques, les médias et ceux que M. Barre appelle la « *classe jacobine* » n'a aucun intérêt. La vraie question dont dépend l'avenir de notre pays est la suivante : deux économies coexistent côte à côte en France : la première, nous l'appellerons l'économie communiste (administration, générale, santé, sécurité sociale, éducation, transports), où jamais les prix de marché ne déterminent l'allocation de capital, tandis que nous appellerons la seconde l'économie de marché (tout le reste). Nos statistiques proviennent de l'Insee.

Depuis 1981 (tiens, pourquoi 1981 ?), l'économie communiste a connu un taux de croissance de 2,8 % par an, tandis que notre économie libre a connu un taux de croissance moyen annuel de... 0,8 %. Qui plus est, si nous définissons une récession comme une baisse d'une année sur l'autre de la valeur ajoutée en termes réels, notre économie communiste n'a connu (depuis 1981) aucune récession. Imperturbablement, depuis cette date, elle croît plus vite que le PNB général, la somme de nos deux économies. La pauvre économie de marché a connu, quant à elle, SIX récessions depuis 1981.

Ces taux de croissance différents ont fait que l'économie communiste, qui représentait environ 27 % de l'économie privée, en représente maintenant plus de 37 %, que la dérive s'est, bien sûr, fortement accélérée depuis deux ans et que ce ratio va continuer à grimper allégrement aussi loin que l'œil regarde. En fait, depuis 1981, il n'a pour ainsi dire jamais baissé durablement.

De ce fait, de bonnes âmes nous disent que c'est là la preuve que l'économie administrée chère à M. Guaino a de bien meilleurs résultats sur le long terme que cette pauvre économie capitaliste et que, donc, il convient de la favoriser.

Un point de détail rend cependant ce raisonnement quelque peu suspect. L'économie communiste est sans arrêt en cash-flow négatif, communément appelé déficit budgétaire. La somme des déficits budgétaires accumulés pour entretenir sur le pied qu'ils méritent nos fonctionnaires s'appelle la dette de l'Etat, et cette dette est en train d'exploser au point que le service de cette dette va forcer à une contraction gigantesque des autres dépenses et donc de notre économie communiste. La France est en train de rentrer dans une trappe à dette, avec un déficit primaire gigantesque et qui va aller en se creusant.

Pour nous résumer : le modèle français est simple. Il consiste en trois transferts :

1. L'Etat taxe massivement le secteur privé, ce qui tue toute croissance.
2. Avec cet argent, il subventionne le secteur communiste et sa croissance.
3. S'il n'y a pas assez d'argent pour financer toutes ces subventions, l'Etat l'emprunte, dominant en échange son crédit et mettant en danger les générations futures, pour « acheter » la paix sociale.

Remarquons au passage que si l'on soustrait du PNB français tel qu'il est publié par l'Insee la dette de l'Etat français, ce PNB net de dette BAISSE depuis plus de dix ans, année après année, ce qui n'est guère encourageant. La France est donc comme une machine censée produire de l'énergie et qui en consomme plus qu'elle n'en produit... D'après nos calculs, avant cinq ans, ce modèle va implorer et l'Etat français sera soit en faillite, soit sous le contrôle du FMI (M. Sarkozy sous le contrôle de M. Strauss-Kahn...)

Dans ces conditions, nous réitérons ce que nous ne cessons de dire depuis des mois : l'actif le plus dangereux est sans aucun doute représenté par les obligations de l'Etat français. Nul doute que si M. Madoff avait émis des obligations, il eût trouvé des gogos pour souscrire. La France, aujourd'hui, est en train de rentrer dans une situation Madoffienne. Souscrire ses obligations, c'est bâtir sa maison dans un couloir d'avalanche.

* charlesgave@gmail.com